



**PRÉFET
DU PAS-DE-CALAIS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination
des politiques publiques
et de l'appui territorial**

Bureau des installations classées, de l'utilité publique et de
l'environnement
Section installations classées pour la protection de l'environnement
DCPPAT – BICUPE – SIC – ID – 2026 – 76

**INSTALLATIONS CLASSÉES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

COMMUNE DE WAILLY-BEAUCAMP

SOCIÉTÉ VERRIER ET FILS

Arrêté du 24 MARS 2026 portant mise en demeure

Le préfet du Pas-de-Calais

Vu le Code de l'environnement ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 9 mai 2023 portant nomination de Christophe MARX en qualité de secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais, sous-préfet d'Arras ;

Vu le décret du 2 décembre 2025 portant nomination de François-Xavier LAUCH, en qualité de préfet du Pas-de-Calais ;

Vu l'arrêté du 8 février 2023 accordant à la société Matériaux Siliceux de la Somme l'autorisation d'exploiter la carrière de sable et graviers implantée au lieu-dit « Le Halloy », sur le territoire de Wailly Beaucamp, antérieurement autorisée depuis l'arrêté du 12 octobre 2006 ;

Vu l'arrêté du 27 mars 2025 par lequel la SA VERRIER et fils, dont le siège social est implanté au n° 505, rue des Reptins à Ruitz (62620), a succédé à la société Matériaux Siliceux de la Somme ;

Vu l'arrêté n° 2025-10-232 du 22 décembre 2025 portant délégation de signature ;

Vu la visite de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, des services de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France (DREAL) du 3 novembre 2025 sur le site d'exploitation de la carrière de sable et graviers de la SA VERRIER et fils implanté au lieudit « Le Halloy », sur le territoire de Wailly Beaucamp ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement du 26 novembre 2025 établi à la suite de la visite d'inspection du site d'exploitation précitée ;

Vu la transmission du rapport de l'inspection de l'environnement et du projet d'arrêté à l'exploitant le 27 novembre 2025 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement afin qu'il puisse faire part de ses observations dans un délai de 15 jours ;

Vu l'absence d'observations émises par l'exploitant ;

Considérant que :

- lors de la visite du 3 novembre 2026, l'inspection de l'environnement a constaté une non-conformité à l'article 2.2.9.2 de l'arrêté du 8 février 2023 ;
- cette non-conformité constitue un manquement aux dispositions de l'article 2.2.9.2 « Plan d'exploitation » de l'arrêté du 8 février 2023 qui impose :
 - « L'exploitant établit un plan à l'échelle 1/1000^e. Sur ce plan, sont reportés :
 - les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;
 - les bornes visées à l'article 2.1.2.2 ;
 - les bords de la fouille ;
 - les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;
 - les zones remises en état ;
 - les voies de circulation ;
 - les installations fixes de toutes natures (bascule, locaux, installations de traitement ...) ;
 - les limites du périmètre extractibles visées à l'article 1.2.2 ;
 - les zones de stockages de produits finis, des stériles, des terres de découverte ;
 - la position des éléments de surface visés à l'article 2.2.5 et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales.

Toutes les altimétries sont fournies en NGF (nivellement général de la France) système IGN69.

Toutes les profondeurs sont complétées par leur altimétrie IGN69.

Ce plan est mis à jour au moins une fois par an et est tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement.

Ce plan est adressé à l'issue de la première phase quinquennale, à l'inspection de l'environnement, avec les indications permettant d'assurer le suivi des travaux de remise en état ».

- face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la SA VERRIER et fils de respecter les prescriptions et dispositions de l'article 2.2.9.2 de l'arrêté susvisé afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais ;

Arrête

Article 1^{er} : Objet

La SA VERRIER et fils, exploitant une carrière de sable et graviers implanté au lieu-dit « Le Halloy », sur le territoire de Wailly Beaucamp, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 2.2.9.2 de l'arrêté du 8 février 2023 dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 : Sanctions

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1er ne serait pas satisfaite dans le délai prévu à cet article et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de la SA VERRIER et fils, les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Article 3 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté peut être contesté au tribunal administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyen » accessible par le site internet : www.telerecours.fr.

Article 4 : Publicité

En vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le Pas-de-Calais.

Article 5 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arras, le

Pour le préfet,
le secrétaire général,



Christophe MARX

Copie :

- à la SA Verrier et fils ;
- à la mairie de Wailly-Beaucamp ;
- à la sous-préfecture de Montreuil-sur-mer ;
- à la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France (courriel).